

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du Mercredi 27 mai 2026

L'an deux mil vingt-six, le vingt-sept mai à dix-neuf heures, le Conseil Municipal de la commune du Val d'Hazey, légalement convoqué, s'est réuni à la mairie – salle du conseil, quartier d'Aubevoye, en séance ordinaire, sous la présidence de Monsieur Philippe COLLAS, Maire, et en présence de :

Messieurs BITJOKA, BLONDEL, DARTOIS, DODELER, FERLONI, GRILLAT, HIBLOT, JARRY, LEBOUGAULT, LEGENDRE, LEJEUNE, SAINTIER, THOREL

Mesdames BENOIT, DANIEL, HERSANT, ISSARTELLE, JORAND, LEQUETTE, PAIN, PAPI, PERRETO, PINSON, PLANTAIN, ROUSSEL.

Absents excusés :

Mesdames CARDON, DIAGNE, EL OUNI, MONOT
Messieurs ADELIN, BLANQUET, LEVAIGNEUR

Absents :

Néant

Absents ayant donné pouvoir :

Madame CARDON donne pouvoir à Monsieur COLLAS
Madame DIAGNE donne pouvoir à Madame BENOIT
Madame MONOT donne pouvoir à Madame LEQUETTE
Monsieur ADELIN donne pouvoir à Monsieur LEJEUNE
Monsieur LEVAIGNEUR donne pouvoir à Madame PLANTAIN

Secrétaire de séance :

Monsieur LEJEUNE

Date de la convocation :

19 mai 2026

Nombre de conseillers :

En exercice	33
Présents	26
Pouvoirs	5
Votants	31

03-27-05-26 : COMPOSITION DU COMITE SOCIAL TERRITORIAL ET DE LA FORMATION SPECIALISEE EN MATIERE DE SANTE, SECURITE ET CONDITIONS DE TRAVAIL, MAINTIEN OU NON DU PARITARISME, LE RECUEIL DU VOTE DES REPRESENTANTS DE L'EMPLOYEUR POUR LES ELECTIONS PROFESSIONNELLES DU 10 DECEMBRE 2026



Les prochaines élections professionnelles ont été fixées au 10 décembre 2026. Aussi, le Maire précise aux membres du Conseil Municipal que les dispositions légales prévoient :

- Le Comité Social Territorial est chargé de l'examen des questions collectives de travail,
- La Formation Spécialisée en matière de Santé Sécurité et conditions de travail est chargée de l'examen des questions relatives aux conditions de travail,
Un Comité Social Territorial est créé dans chaque collectivité ou établissement employant au moins 50 agents,
- Une formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail est instituée au sein du comité social territorial dans les collectivités territoriales et les établissements publics employant deux cents agents au moins.
En dessous de ce seuil, cette formation peut être créée par décision de l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement concerné lorsque des risques professionnels particuliers le justifient,
- Il appartient à l'organe délibérant, au moins 6 mois avant la date du scrutin, de déterminer, après consultation des organisations syndicales, le nombre de représentants du personnel, le nombre de des représentants de l'employeur et le recueil de leur avis.

Comme cela est prévu par la réglementation, la consultation des organisations syndicales est intervenue en mairie le 21 avril 2026. A cette occasion les trois organisations syndicales présentes ont souhaité revoir à la baisse le nombre de représentants et ont proposé 3 titulaires et 3 suppléants par collège. Cette demande a été faite compte tenu des difficultés de mobilisation des agents constatées ces dernières années, ainsi que de la volonté de garantir l'implication des représentant et d'éviter le recours au tirage au sort.

Pour rappel, le CST est commun pour la ville et le CCAS, suite à des délibérations concordantes prises en Avril 2026 par le conseil municipal et le conseil d'administration du CCAS.

Le Conseil Municipal,

Sur proposition du rapporteur,

Vu le Code Général de la Fonction Publique et notamment ses articles L251-5 à L251-10, L252-8 à L252-10, L254-2 à L254-4, ainsi que ses articles R251-31 à 34, R251-35 à R251-37, R252-30 à 33, R. 252-34 à 40, et R252-41 à R252-51,

Vu la date des élections professionnelles fixée au 10 décembre 2026,

Considérant que des risques professionnels particuliers justifient la nécessité de créer une Formation Spécialisée en matière de Santé, de Sécurité et de Conditions de Travail,

Considérant que dans la fourchette d'effectifs 50 et 200, le nombre de représentants titulaires des organisations syndicales peut être compris entre 3 et 5,

Considérant que le nombre de représentants du personnel titulaires au sein de la formation spécialisée du comité social territorial est égal au nombre de représentants du personnel titulaires dans ce comité,

Considérant l'intérêt de disposer d'un Comité Social Territorial et d'une Formation Spécialisée en matière de Santé, de Sécurité et de Conditions de Travail compétents pour l'ensemble des agents de la collectivité,

Considérant la mise en place d'un CST commun regroupant le CCAS de la ville Le Val d'Hazey par délibérations concordantes,



Considérant que la consultation des organisations syndicales est intervenue le 21 avril 2026,

Considérant que les effectifs d'agents titulaires, stagiaires, contractuels de droit public et de droit privé appréciés au 1^{er} janvier 2026 sont de 107 agents, soit 67 femmes (63%) et 40 hommes (37%),

Considérant que les listes de candidats déposées par les organisations syndicales devront respecter la représentation équilibrée des femmes et des hommes,

À l'unanimité

DÉCIDE :

- D'instituer un Comité Social Territorial pour le nouveau mandat,
- De mettre en place une Formation Spécialisée en matière de Santé, de Sécurité et de Conditions de Travail,
- De fixer à 3 le nombre de représentants titulaires du personnel du Comité Social Territorial avec un nombre égal de suppléants,
- Le nombre de représentants titulaires du personnel au sein de la Formation Spécialisée est égal au nombre de représentants titulaires au sein du Comité Social Territorial, soit 3 représentants,
- Le maintien du paritarisme numérique en fixant un nombre de représentants de la collectivité identique à celui des représentants du personnel titulaires et suppléants pour le CST et la F3SCT,
- De fixer à 3 pour le CST, et à 3 pour la Formation Spécialisée, le nombre de représentants titulaires de l'employeur avec un nombre égal de suppléants,
- De recueillir, l'avis des représentants de la collectivité sur toutes les questions du CST et de la F3SCT.

Fait à Le Val d'Hazey, le 27 mai 2026

✓ Certifie le caractère exécutoire de cet acte
✓ Informe que cette délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de 2 mois à compter de l'obtention du caractère exécutoire. Le Tribunal Administratif peut être saisi via l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Le Maire,



Philippe COLLAS

